

Les subsides

M. Kempling: Monsieur le Président, le député aurait-il la bonté de nous signaler les institutions financières et les industries qui, selon lui, s'unissent en quelque sorte et collaborent, afin d'assurer la survie de l'industrie nucléaire? Qui sont ces gens dont il parle? Quels renseignements a-t-il en sa possession, ou est-ce simplement une autre rumeur que le NPD veut répandre? Donnez-nous des noms.

M. Fulton: Monsieur le Président, je suis surpris de voir que le député de Burlington (M. Kempling) ignore qu'un grand nombre de petits et gros entrepreneurs jouent un rôle direct en l'occurrence en créant et en fournissant toute la technologie nécessaire pour que les centrales actuelles continuent à fonctionner. Qu'il s'agisse de la tubulure des réacteurs, de la cimentation ou de tous travaux de construction ou de réaménagement exécutés sur place, ils se demandent comment les parlementaires vont régler le problème de la mise hors service des réacteurs et assurer le transport, la manutention et l'entreposage sécuritaires de l'uranium jusqu'aux réacteurs, l'entreposage sûr et durable des déchets.

● (1140)

A mon sens, seule une enquête publique complète va rassurer les dizaines de milliers de travailleurs des petites et grandes entreprises qui font affaire avec l'industrie nucléaire. Le député sait très bien qu'elle a pratiquement été financée à même le Trésor public par l'entremise de l'Hydro-Ontario, de l'EACL ou de notre propre agence de surveillance, la CCEA.

Je dis qu'il faut absolument donner des renseignements précis à toutes ces sociétés liées à l'industrie nucléaire afin qu'on ne menace pas les travailleurs en leur faisant accroire que leurs emplois vont disparaître s'il y a une enquête publique et qu'il est question de fermer les réacteurs. C'est faux, et Morris Udall l'a signalé au cours de notre réunion aux États-Unis. La mise hors service des réacteurs et l'entreposage sécuritaire des déchets nucléaires représentent un énorme projet qui va fournir du travail à des centaines de milliers d'Américains.

M. Kempling: Avant de répondre à ma question, monsieur le Président, le député a insinué que les institutions financières, les entrepreneurs et les sociétés d'ingénierie ont comploté pour assurer la survie de l'industrie nucléaire. J'aimerais qu'il nous dise qui sont ces conspirateurs.

M. McDermid: En effet, nommez les conspirateurs.

M. Fulton: Monsieur le Président, ce n'est ni un secret bien gardé, ni une conspiration. C'est le député de Burlington qui le prétend. Il voudra peut-être nous donner de plus amples détails là-dessus. Ce à quoi je veux en venir, c'est que nous avons vraiment intérêt à préserver et à étendre le secteur nucléaire.

Quand je m'en suis pris au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) l'an dernier au sujet des réacteurs nucléaires que l'on voulait installer dans le Nord, il a essayé d'atténuer l'importance de l'affaire, mais nous avons tiré ces renseignements du bureau de la comptabilité générale et du budget du gouvernement des États-Unis. Le ministre l'a nié au comité, mais il m'a écrit un peu plus tard pour me dire que, effectivement, les renseignements que je voulais lui faire confirmer au comité étaient exacts, que l'EACL avait collaboré avec les États-Unis.

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre, s'il vous plaît. Reprenons le débat.

M. Kempling: Le député modifie sa position.

Le président suppléant (M. Charest): Reprise du débat. La parole est au député d'Algoma (M. Foster).

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, je suis le débat depuis un moment. Il est fort intéressant d'ailleurs. Quand les conservateurs étaient du côté de l'opposition, à en croire leur petit guide, ils avaient réclamé la tenue d'une enquête publique en à peu près les termes que voici et qui figurent à la page 113 de ce guide:

Nous préconisons la tenue d'une enquête publique complète sur l'avenir de l'énergie nucléaire et nous avons décidé de faire participer le public au processus d'approbation.

D'après un résumé publié dans le *Toronto Star* du 8 juin 1985 au sujet des promesses tenues, et rompues, on était revenu, entre autres, sur celle de continuer à subventionner le secteur nucléaire du Canada. D'après l'auteur de l'article, des compressions très fortes, de l'ordre de 50 à 100 millions de dollars, avaient été faites dans le budget de l'EACL, surtout en ce qui concerne les installations à Deep River...

M. McDermid: Chalk River.

M. Foster: ... à Chalk River. C'est dommage parce que, au Canada, le nucléaire a joué et continuera à jouer un rôle crucial en matière d'énergie.

L'EACL a été d'un excellent secours en médecine nucléaire et dans l'industrie. En comptant le secteur des mines et celui du raffinage, l'industrie nucléaire emploie 36,000 travailleurs. L'EACL fait la conception technique de réacteurs et fournit de l'eau lourde. C'est un chef de file sur le marché des exportations. Les compagnies de services publics comme Hydro Ontario, Hydro-Nouveau-Brunswick et Hydro-Québec définissent les aménagements qui s'imposent et se chargent d'exploiter les installations.

Quand tous ses projets en cours auront été réalisés vers la fin de la décennie et que ses installations seront en fonctionnement, l'Ontario tirera environ la moitié de son électricité du nucléaire. L'énergie nucléaire fournira la charge minimum à près de 10 millions d'Ontariens. Les réacteurs situés à Douglas Point, dans le comté de Bruce, à Pickering et à Darlington fourniront donc à la province la moitié de son électricité, tandis que l'énergie hydraulique fera le reste.

Ces deux formes d'énergie sont compatibles. Elles causent sans doute moins de pollution atmosphérique que les centrales thermiques alimentées au pétrole ou au charbon. L'énergie nucléaire fournit la charge minimum et l'énergie hydraulique, la charge maximum. Cela revêt une importance particulière en Ontario, où abondent les ressources hydrauliques et l'uranium qui alimentent les réacteurs nucléaires.

Les principaux éléments du réacteur CANDU proviennent d'un peu partout en Ontario, et sont le fait de sociétés privées qui assurent aussi les services d'ingénierie au Canada et à l'étranger. En 1982, le gouvernement a entrepris une vaste enquête sur le secteur nucléaire. Par la suite, il a publié un rapport de 359 pages comportant un examen de la politique et diverses études. Ces dernières, au nombre de 16, portaient sur des sujets qui préoccupent le public, entre autres la santé, la sécurité, les conséquences écologiques, la gestion des déchets, les exportations de réacteurs et les traités de non-prolifération.